

Unité départementale de la Vendée

La Roche sur Yon, le 11 avril 2025

85000 La Roche sur Yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 25/03/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TRIVALIS**

31 rue de L'Atlantique  
CS 30 605  
85000 La Roche-Sur-Yon

**Références :** D 25.0144  
**Code AIOT :** 0006303901

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement TRIVALIS implanté Bellevue 85150 Sainte-Flaive-des-Loups. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- Bellevue 85150 Sainte-Flaive-des-Loups
- Code AIOT : 0006303901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat TRIVALIS exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Sainte Flaive des Loups, par un arrêté préfectoral du 24/02/2009. Ce site réceptionne des déchets ménagers, essentiellement issus de centres de tri-mécanobiologiques et des encombrants de déchèterie.

La visite d'inspection a porté essentiellement sur la réception d'un nouveau casier de stockage de déchets CB11 et CB12. Elle s'est déroulée en présence du bureau d'étude indépendant qui a validé les travaux.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Programme d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	Sans objet
2	Dossier technique établissant la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II	Sans objet
3	Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Sans objet
4	Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Sans objet
6	Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.I et 19 3ème alinéa	Sans objet
7	Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.II	Sans objet
8	Equipements de collecte et de traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I	Sans objet
9	Bassins de stockage des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la bonne réalisation des travaux de préparation des nouveaux casiers de stockage CB11 et CB12. Les documents associés à ces travaux, incluant l'ensemble des vérifications qualités réglementaires ont été transmis à l'inspection et examinés.

Aucune observation n'a été formulée. L'inspection ne s'oppose pas à la mise en exploitation de ce casier.

Selon l'exploitant, la mise en service du prochain casier CB11 devrait intervenir dans le courant de l'été 2025.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Programme d'échantillonnage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier.</p> <p>En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière passive a été rédigé par Trivalis et transmis à l'inspection en juillet 2023.</p> <p>Ce programme détaille les travaux et le suivi nécessaire à la réalisation des 2 casiers CB11 et CB12, et définit les sociétés réalisant les travaux et bureaux d'études intervenants pour les différents contrôles.</p> <p>Ce programme n'a pas fait l'objet d'observation de la part de l'inspection.</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Dossier technique établissant la conformité de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Information du préfet – fin des travaux d'aménagement

**Prescription contrôlée :**

Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

**Constats :**

Le dossier technique a été réalisé par Geoscop le 08/01/2025 et transmis.

Ce dossier contient l'ensemble des travaux et aménagements répondant à l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Les intervenants pour la réalisation des casiers CB11 et CB12 sont les suivants :

- Maître d'ouvrage : TRIVALIS
- Assistant technique : GEOSCOP
- Terrassements généraux : CHARIER RTU Agence de Cerizay
- Étanchéité passive : CHARIER RTU Agence de Cerizay
- Étanchéité active : SODAF GEO INDUSTRIE
- Collecte et évacuation des lixiviats : SODAF GEO INDUSTRIE
- Tapis drainant : POISSONNET TP
- Contrôle de la barrière passive : Géologik Environnement/ LCBTP
- Contrôle de la barrière active : Géologik Environnement/ LCBTP

Les casiers CB11 et CB12 ont respectivement une surface en fond de 3000 m<sup>2</sup> et 4300 m<sup>2</sup>. Les travaux se sont déroulés d'octobre 2023 à décembre 2024. Sa mise en service devrait intervenir courant vers le mois de Mai 2025.

Le bureau d'étude valide l'ensemble des travaux réalisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur le fond

**Prescription contrôlée :**

La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite barrière de sécurité passive constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;

[...]

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est

complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme.

**Constats :**

La couche d'atténuation (5 m d'épaisseur - perméabilité  $k \leq 1.10^{-6}$  m/s) est présente naturellement. Ce point a fait l'objet de reconnaissances et d'essais in situ au stade de l'étude géologique et hydrogéologique détaillée annexée au Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (rapport BURGEAP - RNa.110-5/A.9004/C.502626 du 15 mai 2005). Cette étude a notamment mis en évidence qu'au niveau des casiers bioréacteur CB11 et CB12, le sous-sol présentait, à partir de 1 m de profondeur, une colonne d'au moins 9 m disposant d'une perméabilité inférieure à  $1,1.10^{-9}$  m/s (forage F11).

Caractérisation des matériaux : Des sondages à l'aide d'une pelle hydraulique ont été réalisés le 21 avril 2021 par Géologik Environnement (contrôleur extérieur). L'objectif de ces sondages était de définir la qualité intrinsèque des matériaux constituant les stocks et de compléter la connaissance géologique au droit des 3 futurs casiers bioréacteurs (CB10 à CB12) y compris au droit d'une éventuelle zone d'emprunt pour pallier un éventuel déficit en matériaux aptes à reconstituer l'étanchéité passive. Des essais de perméabilité ont été menés sur les faciès rencontrés, sans dopage bentonitique des matériaux (d'après le retour d'expérience sur ce site) et après humidification importante (respectivement +2,3 et +2,1 % par rapport à l'OPN). Les coefficients de perméabilité obtenus étaient de  $8,5.10^{-11}$  m/s pour le faciès I et de  $4,9.10^{-10}$  m/s pour le faciès II, validant ainsi l'objectif réglementaire ( $k < 1.10^{-9}$  m/s) ce qui permettait d'envisager l'utilisation de ces matériaux pour reconstituer la barrière de sécurité passive.

La planche d'essai de compactage et de perméabilité a été réalisées le 3 juillet 2024 par le contrôleur extérieur (Géologik Environnement et LCBTP), l'entreprise titulaire (Charier RTU) et son laboratoire de contrôle externe (LRM) et supervisées par le MOE(Géoscop).

Contrôle extérieur de la perméabilité :

- Ensemble des couches passives reconstituées en fond de casier (épaisseur totale : 1 m en 3 couches) au moyen d'essais d'infiltrométrie au simple anneau fermé (NF X30-420) à raison de 2 par couches soit 6 au total.

Contrôle externe de la mise en oeuvre de la BSP :

- Mesures de densité de sols au gammadensimètre (contrôle de la teneur en eau et de la compacité des couches passives).

Le plan topographique permettant de vérifier l'épaisseur de la BSP mise en oeuvre figure dans le DOE de CHARIER RTU (cf. annexe jointe à ce document).

Le dossier de réalisation semble ainsi respecter le programme d'échantillonnage.

Utilisation d'un GSB : Aucun GSB n'a été mis en oeuvre sur le fond des casiers.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de mise en place de cette barrière passive.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur les flancs

**Prescription contrôlée :**

La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite barrière de sécurité passive constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

[...]

- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure [...] à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.

**Constats :**

Le casier CB12 est bordé au Sud par la digue extérieure. Sur le côté Nord-Est, les 2 casiers construits disposent de 2 digues séparatrices pour des futurs casiers. Sur le côté Ouest, ils s'appuient sur les casiers réhabilités. Les informations du DOE mentionnent que les hauteurs de digues est d'au minimum 2m. La pente du talus externe est de 3H/2V, et celles des digues internes sont de 1H/1V.

Contrôle extérieur de la perméabilité :

- Parties d'ouvrages verticales (couches de 25 cm d'épaisseur) sur le flanc Sud et les digues séparatives Est (CB11/CB14, CB12/CB15) et intermédiaire (CB11/CB12) au moyen d'essais en forage (NF X30-424) à raison de 1 par partie d'ouvrage soit 4 au total.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de mise en place de la barrière passive sur les flancs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stabilité des flancs

**Prescription contrôlée :**

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive.

**Constats :**

La stabilité des talus a été vérifiée dans le cadre de l'étude géotechnique réalisée en Juillet 2021 par le contrôleur extérieur (Géologik Environnement). Le calcul de stabilité a été réalisé avec le logiciel TALREN 5 développé par TERRASOL. La méthode de BISHOP a été utilisée. Il s'agit de la méthode des tranches. Les calculs ont été réalisés selon une surface de rupture circulaire. Avec les hypothèses considérées, les coefficients de sécurité obtenus sur les cercles de glissement les plus défavorables sont, pour chaque situation étudiée, supérieurs aux coefficients de sécurité requis.

Le bureau d'étude conclut que les talus sont donc considérés stables à court et long terme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.I et 19 3<sup>ème</sup> alinéa

**Thème(s) :** Risques chroniques, Constitution de la barrière active - géomembrane

**Prescription contrôlée :**

I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant

l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé barrière de sécurité active.

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

Article 19 3<sup>ème</sup> alinéa :

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

#### **Constats :**

Le Dispositif d'Etanchéité par Géomembrane (DEG) est composé du bas vers le haut par :

- Un géotextile support de 300 g/m<sup>2</sup> ;
- Une géomembrane de type PeHD 2 mm ;
- Un géotextile supérieur de 500 g/m<sup>2</sup>.

Les géosynthétiques ont été mis en œuvre par des intervenants qualifiés et certifiés Asqual. Le conditionnement des fournitures (fiche d'identification et certificat de qualité, marquage CE) ainsi que les conditions d'entreposage, de manutention, de déploiement et d'assemblage des rouleaux ont été vérifiées par le contrôle extérieur lors de ces visites de contrôle et par le MOE lors des réunions de chantier hebdomadaires.

Les contrôles externes et extérieurs ont consisté en la réalisation de mise en pression à l'air comprimé des doubles soudures, de tests non destructifs à la pointe sèche et à la cloche à vide pour les extrusions et points singuliers, des essais destructifs de traction pelage et cisaillement sur des échantillons de soudure prélevés in situ et éprouvés en laboratoire à l'aide d'un tensiomètre. En sus, une auscultation par méthode GeoTT<sup>®</sup> conformément à la norme ASTM D7007 sur les 2 casiers CB11 et CB12 après la mise en œuvre du tapis drainant a été réalisée par le bureau d'études ArkoGéos. L'auscultation a mis en évidence 3 anomalies : 1 dans le casier CB12 et 2 dans le casier CB11. Celles-ci ont fait l'objet de réserve dans le cadre des opérations préalable à la réception des travaux. Les réparations adéquates en ces points ont été réalisées lors d'une intervention conjointe des entreprises SGI et POISSONNET TP pour remettre en état l'étanchéité active des 2 casiers.

Plan de pose : Le plan de récolement de la géomembrane PeHD 2 mm équipant les casiers bioréacteurs CB11 et CB12 figure dans le DOE de l'entreprise Sodaf Géo Industrie.

Les ancrages en tête de digues sont réalisés par la pose de U en fer à béton recouverts d'argile dans une tranchée d'ancrage.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de mise en place de la barrière de sécurité active.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 7 : Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Constitution de la barrière active

**Prescription contrôlée :**

II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10<sup>-4</sup> m/s. Cette couche de drainage résiste aux



sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.

III. Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

#### **Constats :**

Les matériaux drainants mis en œuvre pour la couche de drainage des lixiviats sont constitués par des granulats naturels (carrière TRAINEAU de « La Gombretièrre » à Aizenay (85190)) aux caractéristiques techniques suivantes :

- Epaisseur : 50 cm
- Perméabilité :  $k = 2,9 \cdot 10^{-3}$  m/s (CCTP :  $> 1 \cdot 10^{-4}$  m/s)
- Nature : Granite (CCTP : Non calcaire)

Un test de lixiviation a été réalisé pour confirmer leur compatibilité avec la mise en œuvre dans les casiers.

Un géotextile de protection anti-poinçonnant a été mis en œuvre sur la face supérieure de la géomembrane PeHD 2 mm en fond des 2 casiers, sur le flanc Sud (CB12) ainsi que les digues séparatives Est (CB11/CB14 et CB12/CB15) et intermédiaires (CB11/CB12). En tête de talus Sud, le géotextile a été solidement arrimé au sein d'une tranchée d'ancrage. Les caractéristiques mécaniques de ce géotextile sont conformes aux prescriptions du CCTP.

Un relevé topographique du tapis drainant a été réalisé par l'entreprise POISSONNET TP.

Pour le compte de Geologik Environnement, le bureau d'études ArkoGéos a réalisé une auscultation par méthode GeoTT® conformément à la norme ASTM D7007 sur les casiers CB11 et CB12 après la mise en œuvre du tapis drainant. L'auscultation a mis en évidence 3 anomalies significatives : 2 dans CB11 et 1 dans CB12. Ces anomalies ont été réparées.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de mise en place du massif drainant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 8 : Equipements de collecte et de traitement des lixiviats**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réseau de collecte des lixiviats

#### **Prescription contrôlée :**

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage des lixiviats.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 cm au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.



Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

Les lixiviats sont évacués des casiers de manière gravitaire vers un ouvrage de vannage puis vers un poste de relevage avant d'être refoulés via une canalisation enterrée dans l'accotement de la piste périphérique Nord jusqu'à son raccordement à la canalisation de refoulement existante en aval du poste dédié aux casiers CB7/CB8/CB9. Elle a été mise en place au sein de la même tranchée technique que celle du réseau électrique (câblage sous fourreau TPC 70/90).

Des drains de collecte PeHD PE100 SDR17 en DN110 fentés 2/3 positionnés à la perpendiculaire et raccordés aux embases de puits en DN630. Les drains sont raccordés au point bas à une embase de puits chaudronnée en PeHD constituée d'un élément de tube en DN630 crépiné, d'une hauteur de 2 m et soudé sur une plaque rigide de 2 cm d'épaisseur (1,5 x 1,5 m).

Traversée de digue : Les collecteurs des lixiviats et des eaux pluviales traversent la digue périphérique Nord, et celle provenant du casier CB10. Ces ouvrages en PEHD sont entourés des matériaux constituant les digues.

Une vidéo inspection a été réalisée par la société PASQUIER le 12 février 2025, c'est-à-dire, après la réparation des dommages sur la géomembrane des 2 casiers pour vérifier l'état du réseau de drains/collecteurs, soit environ 250 ml. Le point d'entrée se situait au niveau de chaque embase de puits. Les soudures bout à bout étaient de bonne qualité, aucun défaut (décollement, amincissement, rupture) n'a été identifié. Aucun dommage (écrasement, perforation ou déformation) n'a été observée au fil des linéaires investigués. Les quelques rares dépôts de fines et de petits graviers constatés sur certains tronçons ne sont pas susceptibles de générer un risque de colmatage prématuré du réseau. Les conditions d'écoulement dans les drains sont satisfaisantes.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de collecte des lixiviats.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Bassins de stockage des lixiviats**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nouveau(x) bassin(s)

**Prescription contrôlée :**

II. Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent.

Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire.

Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.

La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.

L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée ;
- une échelle par bassin ;
- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.

**Constats :**

Aucun nouveau bassin de stockage de lixiviats n'a été réalisé dans le cadre des travaux d'aménagement des deux casiers CB11 et CB12.

**Type de suites proposées :** Sans suite

Planche photographique :



CB11



CB12



Système de vannes CB10 → CB 12 pour la gestion des lixiviats des casiers



Puits de relevage des lixiviats jouxtant les vannes